



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-6684>

Département(s) de publication : **971**

Annonce n° **24-6684**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Grand Port Maritime Guadeloupe

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 79453852000014

Ville : Pointe à Pitre cédex

Code postal : 97165

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 971

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info/>

Identifiant interne de la consultation : 202312081152

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Mme Marie-Josée Tramis

Numéro de téléphone du contact : +33 590686292

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. - Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. En outre, Le candidat produira à l'appui de son offre : - Acte d'engagement complété et signé - Cahier des clauses administratives particulières signé - Cahier des clauses techniques particulières signé - Décomposition Quantitatif et estimatif - Mémoire technique et méthodologique - Bordereau des prix unitaires et forfaitaires - Planning détaillé - Mémoire général justificatif et explicatif - Schéma organisationnel du plan d'assurance de la Qualité - Schéma organisationnel du plan d'assurance Environnement - Attestation de visite (si a lieu)

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 09/02/2024 à 11:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Valeur technique de l'offre : 45% Délai d'exécution : 5% Prix : 50%

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Nivellement et protection anti-affouillement du quai 12

Code CPV principal - Descripteur principal : 45252124

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : La consultation porte sur les prestations de nivellement du quai 12 (et son extension) et de protection en pied du quai 12. Afin d'augmenter la capacité du quai 12 au Grand Port Maritime de Guadeloupe, il est prévu d'approfondir la côte en pied du quai 12 et de son extension en passant de -14m NH à -15,5 m NH. Ce nivellement induit la mise en oeuvre d'une protection anti-affouillement en pied du quai 12

Lieu principal d'exécution du marché : Jarry 97122 - Baie-Mahault

Durée du marché (en mois) : 11

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Conformément à l'article R2132-2 du Code de la Commande publique, le dossier de consultation est mis à disposition par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.info>. Courriel renseignements administratifs : marchespublics@port-guadeloupe.com. Délai de paiement : 30 jours Financement : FEDER 50 % - Etat 30 % - GPMG 20 %

Variantes autorisées. Options : Voir article 4 du CCAP. Visite des lieux fortement recommandée.

Personne à contacter : voir article 2 du Règlement de la Consultation Plan de sous-traitance

Conformément aux dispositions de l'article 73- 3ème alinéa, de la loi no 2017-256 du 28.2.2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique et du décret no 2018-57 du 31.1. 2018 pris pour l'application du 3ème alinéa de l'article 73 à compter du 1.4.2018, les soumissionnaires : 1. Doivent présenter un plan de sous-traitance

prévoyant le montant et les modalités de participation des PME locales ; 2. Ce plan de sous-traitance doit notamment indiquer les modalités de participation des PME locales à l'exécution du contrat, il doit comporter, pour chacune des entreprises concernées, les informations prévues par la déclaration de sous-traitance ; 3. Dans le cas où le soumissionnaire n'a pas prévu de sous-traiter à des PME locales, il est tenu d'en préciser les motifs dans le plan. Instance chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GUADELOUPE 34, chemin des Bougainvilliers, 97100 BASSE-TERRE, tél. : 05-90-81-45-38, courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Date d'envoi du présent avis à la publication : 19/01/2024